

**Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement**

Conseil d'administration
Séance du 28 juin 2022

Délibération n°5.2

Le 29 juin 2022, le Conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Monsieur Dominique CHARGÉ.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 22

Membres représentés (procuration) : 6

Quorum : 19

Point 5 – Formation et Recherche

Délibération 5.2 – Critères généraux d'exonération des droits d'inscription et délégation de pouvoir

Visas :

Vu le code de l'éducation et notamment ses article R.719-49, R.719-50 et R.719-50-1 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment son article R.812-24 ;

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et notamment son article 9 ;

Vu le décret n°2021-1793 du 20 décembre 2021 portant intégration de l'Institut national supérieur agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (AgroSup Dijon) à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à celui-ci ;

Vu l'arrêté du 23 juin 2021 fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics pour l'année universitaire 2021-2022 ;

Vu l'arrêté du 17 juin 2021 portant modification de l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Exposé des motifs :

L'article 16 alinéa 2 et 3 de l'arrêté du 25 juillet 2017 dispose que « *les étudiants peuvent être exonérés de tout ou partie du paiement de ces droits dans les conditions prévues à l'article R.719-50 du code de l'éducation. Les décisions d'exonération sont prises par le directeur de l'établissement, en application de critères fixés par le conseil d'administration et dans la limite des 10 % des étudiants inscrits [...]* » ;

Par ailleurs que l'article R.719-50 du code de l'éducation, modifié par le **décret n° 2019-344 du 19 avril 2019**, énonce que « *peuvent en outre bénéficier d'une exonération du paiement des droits d'inscription :*

1° les étudiants qui en font la demande en raison de leur situation personnelle, notamment les réfugiés et les travailleurs privés d'emploi ;

2° Les étudiants dont l'inscription répond aux orientations stratégiques de l'établissement.

L'exonération peut être totale ou partielle » ;

Il appartient au conseil d'administration de fixer les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par l'établissement au bénéfice des étudiants, dans la limite des 10 % des étudiants inscrits ;

Ce plafond des 10 % des étudiants inscrits, conformément à l'article R.719-50-1 du code de l'éducation, n'est pas applicable pour les exonérations accordées aux étudiants :

1° En application d'un accord conclu entre l'établissement concerné et un autre établissement conformément à l'article L.123-7-1 du code de l'éducation ;

2° Dans le cadre d'un programme européen ou international d'accueil d'étudiants en mobilité internationale ;

3° Qui suivent un enseignement à distance depuis un Etat situé hors de l'Espace économique européen ;

4° Qui suivent un enseignement dispensé dans un établissement étranger en application d'une convention conclue avec un établissement français ;

5° Hospitalisés ou détenus dans un établissement pénitentiaire ou un établissement de santé habilité à recevoir des détenus et suivant un enseignement à distance.

Ne rentrent pas dans le champ d'intervention de cette délibération, les étudiants bénéficiaires d'une bourse d'enseignement supérieur accordée par l'Etat et les pupilles de la Nation qui sont, de plein droit, exonérés du paiement des droits d'inscription conformément à l'article R.719-49 du code de l'éducation ;

Compte tenu de la nécessaire prise en compte des situations suivantes :

- dans le cadre de mobilités d'étudiants en doubles diplômes avec des partenaires internationaux, la durée des études est rallongée d'une année, ce qui représente pour les étudiants un investissement financier assez conséquent.
- certains étudiants dans des situations personnelles ou familiales nécessitent une prolongation de leur cursus et que cette prolongation peut mettre en difficulté financière les étudiants non boursiers.
- certaines situations exceptionnelles ou très particulières, sans lien avec leur niveau de compétences ou de connaissances, peuvent mettre en difficulté financière les étudiants non boursiers.

Le CA des établissements d'enseignement supérieur doit acter par délibération les critères généraux des droits d'inscription permettant au directeur général de prendre les décisions d'exonération sur la base de ces critères.

Cette délibération reprend un grand nombre de critères déterminés par la délibération adoptée l'an dernier, et tient également compte de situations nouvelles ou de nouveaux dispositifs. Néanmoins, l'intégration de l'Institut Agro Dijon au 1^{er} janvier 2022 nécessite d'harmoniser les critères d'exonération pour l'ensemble des écoles et que l'Institut Agro prenne une nouvelle délibération pour fixer ces critères généraux sur l'ensemble de l'Institut. Il est donc proposé au conseil d'administration de se prononcer sur les critères généraux d'exonération des droits d'inscription.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents ou représentés

.

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 28 juin 2022, approuve les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription, afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par les écoles de l'Institut Agro, suivants :

Article 1 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants bénéficiant du statut de réfugiés ou de la protection subsidiaire ou dont le père, la mère ou le tuteur légal bénéficie de ce statut ou de cette protection sur décision du directeur général (ou du directeur d'école).

.

Article 2 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leur demande, les étudiants ayant la qualité de travailleur privé d'emploi sur décision du directeur général (ou du directeur d'école).

Article 3 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leur demande, les étudiants boursiers du gouvernement français dont boursiers Eiffel sur décision du directeur général (ou du directeur d'école).

Article 4 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription pour les années de prolongation de leur cursus, sur leur demande, les étudiants nécessitant une adaptation de la durée de leur formation : étudiants en situation de handicap, étudiants ayant une raison médicale avérée, étudiants artistes ou sportifs de haut niveau, étudiant attestant du statut d'étudiant entrepreneur, les étudiants chargés de famille, sur décision du directeur général (ou du directeur d'école).

Article 5 : Peuvent être exonérés partiellement ou totalement de leurs droits d'inscription, de leurs frais de formation et/ou de leurs coûts pédagogiques tel que prévu dans la convention de partenariat avec un établissement étranger, les étudiants en double diplôme ingénieur ou master pour une ou plusieurs années de leur cursus ou en raison de leur situation personnelle particulière au sens de l'article R.719-50 du code de l'éducation nécessitant un allongement de la durée des études, sur leur demande, et sur décision du directeur général (ou du directeur d'école);

Article 6 : En cohérence avec la stratégie internationale de L'Institut Agro et afin de renforcer l'attractivité à l'international des diplômes de l'établissement, peuvent être exonérés partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes et en fonction de leur situation, les étudiants extracommunautaires admis dans une formation de l'Institut Agro sur décision du directeur général (ou du directeur d'école); L'exonération ramène les droits d'inscription à hauteur des droits acquittés par les étudiants nationaux et communautaires.

Article 7 : Peuvent être exonérés totalement les étudiants bénéficiaires d'une aide spécifique annuelle du ministère en charge de l'agriculture sur décision du directeur général (ou du directeur d'école).

Article 8 : Peuvent être exonérés partiellement ou totalement de leurs droits d'inscription et/ou de leurs frais pédagogiques, sur leurs demandes, les étudiants en situation exceptionnelle ou très particulière qui n'est pas liée à leur niveau de compétences ou de connaissances.

Article 9 : En application du protocole d'accord entre Agreenium et le China Scholarship council en date du 11 juin 2019 pour une durée de 5 ans, les doctorants sélectionnés par ce programme sont exonérés des droits d'inscription en doctorat pour les années universitaires concernées par leur présence au sein d'un établissement membre d'Agreenium

Article 10 : Les décisions d'exonérations partielles et totales ne pourront dépasser le seuil de 10% des étudiants inscrits dans l'établissement à l'exception des cas mentionnés aux articles R.719-49 et R.719-50-1 du code de l'éducation non soumis à cette disposition.

Article 11 : Le directeur général rend compte chaque année au conseil d'administration des exonérations accordées.

Fait le 28 juin 2022

Le Président du Conseil d'administration

Dominique CHARGÉ